

Notre préoccupation pour le respect des droits de la personne ne constitue pas un simple jugement moral. Nous croyons en effet profondément que la liberté est essentielle à la prospérité et à la stabilité sociale et que la tyrannie ne peut mener que vers le chaos et la pauvreté.

Il s'agit de la bonne attitude à adopter pour une démocratie occidentale qui a toujours pu jouir des fruits de la liberté. De plus, une telle attitude est naturelle pour une nation composée d'immigrants, dont un grand nombre ne savent que trop bien ce qu'est le fardeau accablant de l'oppression. Pour les Canadiens, tout comme pour les Américains, la défense des droits de la personne est une obligation par laquelle sont liés les peuples libres.

Le Canada n'a pas fait de la lutte contre l'apartheid un élément de sa politique étrangère seulement parce qu'il s'agit d'une cause noble. Le Canada estime qu'il peut vraiment contribuer au règlement de la question.

Le Canada est en mesure de jouer un tel rôle parce qu'il entretient d'étroites relations avec les voisins noirs de l'Afrique du Sud. Contrairement à d'autres pays occidentaux, nous ne traînons pas avec nous de lourd passé colonial. Le Canada est membre actif du Commonwealth, de la Francophonie et du groupe des sept; nous sommes en réalité le seul pays à appartenir à tous ces groupes, ce qui n'est pas à négliger lorsque la coopération devient le moyen le plus efficace de faire changer les choses.

Le rôle du Commonwealth dans la lutte contre l'apartheid est très important. Le Commonwealth joue en effet un rôle de premier plan, comme celui qu'il a joué lors de l'établissement du cadre qui a permis à la Rhodésie de devenir le Zimbabwe. Les pays membres du Commonwealth représentent diverses régions et diverses races. Le Commonwealth est bien représentatif de l'Afrique. Il réunit aussi bien des pays développés que des pays en développement.

Le Commonwealth a joué un rôle très important à deux égards. Il a d'abord suscité l'intérêt de la communauté internationale au sujet de l'apartheid. Si le Commonwealth n'avait pas joué un rôle de premier plan, je pense qu'il est juste de dire que la communauté internationale montrerait un intérêt moins grand et beaucoup moins cohérent au sujet de l'Afrique du Sud.

Deuxièmement, et cela est tout aussi important, le Commonwealth a servi de tribune permanente pour la tenue d'un dialogue de raison. C'est en effet en procédant à l'élaboration